

Ces aperçus analytiques sur la COVID-19 ont pour but de présenter les dernières informations et analyses les plus récentes dans un contexte évoluant rapidement. Certaines thématiques peuvent être reprises au fur et à mesure que l'analyse se développe. Si vous désirez proposer un sujet, envoyez-nous un e-mail à [research@iom.int](mailto:research@iom.int).

### L'impact économique mondial de la COVID-19

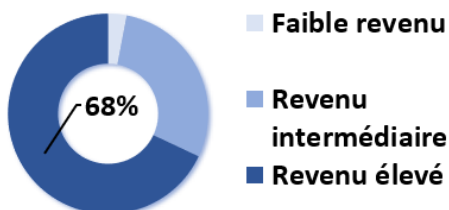
Alors que l'impact le plus immédiat de la COVID-19 est lié à la santé, la pandémie soulève également des problèmes économiques. L'[Organisation Internationale du Travail](#) (OIT) a estimé que, dans un scénario extrême, l'impact de la pandémie sur la croissance économique pourrait augmenter le chômage mondial de 24,7 millions. Cependant, l'OIT a averti depuis que le nombre réel pourrait être bien **plus élevé** — aux États-Unis seulement, près de **16 millions de personnes** ont déposé de nouvelles demandes d'allocations de chômage au cours des trois dernières semaines.

### Qui sont les travailleurs migrants ?

Les dernières estimations disponibles de l'[OIT](#) indiquent qu'il y a 164 millions de travailleurs migrants dans le monde, ce qui représente 64% des migrants internationaux (pour un total de 258 millions à l'époque).

- ⇒ 95.7 millions (58%) des travailleurs migrants sont des hommes;
- ⇒ 111 millions (68%) résident dans des pays à revenu élevé; et
- ⇒ 99.6 millions (61%) résident dans l'une des trois régions: Amérique du Nord; Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest; et les États arabes.

Travailleurs migrants par niveau de revenu des pays de destination



### L'impact économique de la COVID-19 sur les travailleurs migrants

Les migrants sont particulièrement vulnérables aux impacts économiques de la pandémie: dans les pays à revenu élevé du monde entier, de l'[UE](#) et du [Royaume-Uni](#) au [Japon](#), [Argentine](#) et aux [États-Unis](#), ils sont plus susceptibles de travailler dans des secteurs plus perturbés par la COVID-19, comme [la fabrication et l'hospitalité](#).

Alors que certains pays, dont la [Russie](#) et les [Émirats Arabes Unis](#), ont assoupli les règles pour faciliter le renouvellement des permis de travail pour les travailleurs migrants, ailleurs, l'imposition de [restrictions de voyage](#) et l'arrêt de la [délivrance des permis de travail](#) ont empêché certains migrants de rejoindre leur lieu de résidence, sans aucune autre source de revenus.

Même dans les cas où les États interviennent et remplacent les revenus perdus, les travailleurs qui franchissent les frontières pour accéder à leur emploi [manquent d'un soutien vital](#).

**1 médecin sur 5**

exerçant dans un [pays de l'OCDE](#) en 2010/2011 est né à l'étranger (22%).

## COVID-19 et rapatriement de fonds internationaux

En 2019, il est estimé que les migrants auraient rapatrié 551 milliards de dollars de fonds internationaux à leurs familles dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, soit plus du triple du montant de l'aide officielle reçue. Cependant, avec la fermeture des industries, il devient de plus en plus difficile pour les migrants de rapatrier des fonds à l'international.

Ceci est non seulement une source de préoccupation pour les plus petites économies qui reçoivent des rapatriements de fonds importants par rapport à la taille de leurs économies, mais aussi pour les plus grandes économies qui dépendent fortement du rapatriement de fonds internationaux en dollars américains, comme les Philippines et l'Inde. Dans ces pays, il est prédit une baisse des rapatriements de fonds reçus alors que, dans le même temps, les travailleurs migrants devraient rentrer et augmenter le nombre de chômeurs. Les pays qui dépendent des rapatriements de fonds internationaux pour réduire la pauvreté vont sûrement être durement touchés. Au Tadjikistan, le rapatriement de fonds internationaux représentait près de 30% du PIB fin 2019, contribuant à la nourriture, au logement et à d'autres besoins essentiels. Au Kirghizistan, il a été estimé que le rapatriement de fonds réduisait de 6 à 7% le taux de pauvreté national.



### L'impact sur le travail saisonnier

Dans le secteur agricole, il est devenu essentiel de répondre aux pénuries de main-d'œuvre causées par les restrictions de voyage liées à la COVID-19. Ce secteur dépendant depuis longtemps de la main-d'œuvre migrante, les gouvernements des pays développés travaillent rapidement pour éviter les pertes de récoltes.

En cette période de mi-récolte en Australie et en Nouvelle-Zélande, les gouvernements cherchent à prolonger les permis de travail des travailleurs saisonniers avant leur expiration. Dans les endroits où la saison des récoltes n'a pas encore commencé, les restrictions de voyage ont été modifiées pour permettre l'entrée des travailleurs saisonniers: pour assurer leur bon passage, l'UE a classé ces travailleurs comme essentiels, tandis que les États-Unis ont supprimé l'exigence d'un entretien préalable à l'arrivée. En Allemagne et en Italie les ministres de l'agriculture ont respectivement proposé de lever les restrictions de travail imposées aux demandeurs d'asile.

### 1 infirmier/ère sur 6



exerçant dans un pays de l'OCDE en 2010/11 est né/e à l'étranger (15%).

### Lutter contre la COVID-19 au moyen de visas

Pour permettre aux travailleurs de la santé de se concentrer sur la lutte contre la COVID-19, le Gouvernement britannique a prolongé d'un an, gratuitement, les visas des travailleurs migrants dans le domaine de la santé, tandis que les infirmiers/ères migrants/es ont vu prolongé le délai pour les tests de compétences. De même, le Gouvernement australien a levé les restrictions imposées aux étudiants internationaux en sciences infirmières pour leur permettre de travailler autant d'heures que les non-migrants.

Cet aperçu analytique sur la COVID-19 est produit par la Division de la recherche de l'OIM ([research@iom.int](mailto:research@iom.int)).

Cette traduction non-officielle a été faite par le Bureau de l'OIM à Abidjan, Côte d'Ivoire.

*Clause de non-responsabilité:* Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'OIM. Le matériel inclus et présenté n'implique pas l'expression d'une quelconque opinion par l'OIM, ses membres ou partenaires.